



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

directeurs d'école

Question au Gouvernement n° 163

Texte de la question

POLITIQUE SCOLAIRE

M. le président. La parole est à M. Frédéric Reiss, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Frédéric Reiss. Chers collègues, en l'absence du Premier ministre, j'adresse ma question à M. le ministre de l'éducation nationale.

Monsieur le ministre, hier, à la Sorbonne, avec la grande majorité du Gouvernement, vous avez écouté le Président de la République lors de son grand discours qui devait marquer les esprits en donnant le top départ de la refondation de l'école, la " priorité absolue " de son mandat.

Comme Jean-Frédéric Poisson il y a quelques minutes, et comme nombre de mes collègues, je suis resté sur ma faim. Au-delà des constats et du diagnostic désormais bien connus, aucun des fondamentaux n'a été remis en question. Aussi cette refondation est-elle pour l'instant une ambition déçue.

Le socle n'est pas remis en cause, la scolarisation des élèves handicapés progresse, la personnalisation de l'enseignement pour les élèves en difficulté avance, la mastérisation et l'intégration de la formation des maîtres à l'université est acquise. En tout cas, c'est ce que mentionne le rapport *Refondons l'école de la République*.

Monsieur le ministre, il est bon que le Parlement débattenne de l'école, mais faut-il une nouvelle loi alors que tous les outils existent dans la loi Fillon du 23 avril 2005 ? (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC. - Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Certes, 40 000 recrutements, dont 22 000 créations de postes, sont prévus en 2013. Mais malheureusement, en vous focalisant une fois de plus sur les moyens, vous faites fausse route.

Tout le monde s'accorde à dire - et vous l'avez encore répété tout à l'heure, monsieur le ministre - que les efforts sont à faire dans l'enseignement élémentaire et pré-élémentaire. Encore faut-il des enseignants préparés, formés et respectés. (*Exclamations et rires sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Patrick Lemasle. C'est l'UMP qui dit ça ? Quel culot !

M. Frédéric Reiss. Il faut agir sur le qualitatif et non sur le quantitatif.

Je crois au rôle décisif du directeur d'école, à la fois leader pédagogique pour ses collègues et interlocuteur privilégié des familles et des collectivités. Je crois à l'effet " chef d'établissement ".

M. Guy Geoffroy et M. Marc Le Fur. Bravo !

M. Frédéric Reiss. Alors, monsieur le ministre, allez-vous améliorer la formation des directeurs d'école...

M. le président. Merci.

M. Frédéric Reiss. ...et leur proposer un véritable... (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'éducation nationale.

M. Vincent Peillon, *ministre de l'éducation nationale*. Monsieur le député, il est étrange que vous puissiez poser une telle question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Elle est l'aveu non seulement d'une ignorance stupéfiante, mais aussi d'une mauvaise foi accablante, qui déshonore votre fonction. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Meunier. Faites-vous élire, on verra après !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Comment pouvez-vous, d'abord, traiter avec un tel mépris le recrutement des professeurs ? Chacun le sait : pour qu'un élève puisse apprendre quelque chose, il faut qu'il y ait un professeur

devant lui. Or ce qui a été conduit depuis des années - tous les parents d'élèves qui nous entendent le savent -, c'est le dépérissement de l'éducation nationale et l'impossibilité de mettre des professeurs devant des élèves.

(Protestations sur les bancs du groupe UMP. - Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Deuxièmement : il faut non seulement mettre des professeurs...

M. Philippe Meunier. Faites-vous élire !

M. Vincent Peillon, *ministre*. ...mais il faut également les former. Vous avez détruit la formation des maîtres.

(Mêmes mouvements.)

Le Président de la République a annoncé précisément que ces moyens supplémentaires serviraient aussi à la formation des maîtres.

Troisièmement : la priorité au primaire et à l'accueil des tout petits.

M. Philippe Meunier. En couches-culottes !

M. Vincent Peillon, *ministre*. À notre départ en 2002, 30 % des enfants de France pouvaient être accueillis à l'école lorsqu'ils avaient moins de trois ans. À notre retour, cette proportion était de 10 %. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Comme l'OCDE vient de le rappeler, les moyens pour le primaire ont été encore diminués. Notre taux d'encadrement en primaire est le plus faible des pays européens ; nous avons aussi le moins grand nombre de jours de classe.

M. Lucien Degauchy. On va vous voir à l'oeuvre !

M. Vincent Peillon, *ministre*. Le Président de la République a annoncé hier des réformes qui sont dans l'intérêt de tout le pays.

Je préférerais l'intervention de votre collègue Jean-Frédéric Poisson. Car il faut comprendre qu'au-delà des joutes partisans, il y a l'intérêt des élèves, l'intérêt de la République, l'intérêt de la France, et que nous pouvons nous rassembler. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : [M. Frédéric Reiss](#)

Circonscription : Bas-Rhin (8^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 163

Rubrique : Enseignement maternel et primaire : personnel

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 octobre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 octobre 2012](#)